

**Assemblée générale**

Distr. générale
28 septembre 2012
Français
Original : espagnol

Soixante-septième session
Point 8 de l'ordre du jour
Débat général

**Lettre datée du 26 septembre 2012, adressée au Président
de l'Assemblée générale par le Représentant permanent
du Chili auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration écrite que la délégation chilienne (voir annexe), exerçant son droit de réponse, souhaite opposer aux propos du Président de l'État plurinational de Bolivie, Evo Morales, qui a pris la parole le 26 septembre 2012 à la soixante-septième session ordinaire de l'Assemblée générale. Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Octavio Errazuriz



**Annexe à la lettre datée du 26 septembre 2012 adressée
au Président de l'Assemblée générale par le Représentant
permanent du Chili auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

**Réponse du Chili aux propos du Président de l'État
plurinational de Bolivie, Evo Morales, qui a pris la parole
le 26 septembre 2012 à la soixante-septième session
ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies**

Le Président de l'État plurinational de Bolivie a évoqué, à la soixante-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, la relation bilatérale qu'entretient son pays avec le Chili et l'aspiration de la Bolivie à obtenir un accès souverain à l'océan Pacifique à travers le territoire chilien.

Le Chili, exerçant son droit de réponse, réaffirme et précise qu'il n'existe pas de conflits territoriaux entre le Chili et la Bolivie. Ceux-ci ont été réglés en 1904 lorsque les deux pays ont signé un traité de paix et d'amitié en toute liberté et de plein gré. Ce traité, conclu dans les règles plus de 20 ans après la fin du conflit, approuvé par les Parlements chilien et bolivien et ratifié par les deux gouvernements, demeure en vigueur et est systématiquement respecté par les deux Parties.

Malgré l'absence de relations diplomatiques officielles, le Chili s'est attaché à respecter pleinement et scrupuleusement toutes les dispositions du Traité de paix et d'amitié de 1904. Le régime de libre transit qu'il accorde à la Bolivie a été mis en vigueur intégralement et son application a été élargie et modernisée compte tenu des nouveaux moyens de transport et des règlements internationaux. Les privilèges qu'il accorde aujourd'hui à la Bolivie dépassent largement ceux que prévoyait la Convention relative au commerce de transit des États sans littoral et notre pays, État de transit, a eu l'occasion de souligner devant les instances compétentes l'importance qu'il accorde à la coopération dans l'application de ce régime.

La Bolivie ne dispose pas d'un droit d'accès souverain à la mer en passant par le territoire chilien, ainsi que le Président Morales voudrait le faire accroire. De même, il n'y a eu ni infraction ni manquement au Traité de paix et d'amitié.

La Bolivie a adopté des positions qui vont à l'encontre de l'esprit de dialogue qui doit exister entre nos deux gouvernements. Nous signalons donc à l'Assemblée que la Constitution de l'État plurinational de Bolivie, approuvée en 2009, comporte des dispositions qui contreviennent au droit international régissant la coexistence pacifique entre les nations et qui, par conséquent, ne sont pas opposables à notre pays. Le Chili a émis des réserves expresses au sujet de ces dispositions constitutionnelles, à savoir l'article 267 et l'article 9 provisoire de la Constitution bolivienne.

Notre pays a toujours été et restera disposé à dialoguer avec la Bolivie sur la base du respect scrupuleux du Traité de paix et d'amitié de 1904 et des autres traités bilatéraux en vigueur.

Enfin, nous réaffirmons que, dans la mesure où il s'agit d'une affaire strictement bilatérale, l'Organisation des Nations Unies, pas plus que toute autre instance internationale, n'a compétence pour connaître des questions relatives à son intégrité territoriale ou trancher de telles questions, surtout si celles-ci se règlent sous le couvert des accords de délimitation des frontières en vigueur.